

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU COMITE
SYNDICAL DU 6 JUILLET 2015**

Envoyé en préfecture le 31/07/2015

Recu en préfecture le 31/07/2015

DELEGUES :	SEBA EAU Affiché le	SEBA ASSAINISSEMENT COLLECTIF
Nombre	79	ID : 007-250700267-20150706-5215CS070029-DE
Quorum	40	27
Présents	40	28
Pouvoirs		4
Votants		32
Abstentions		1
Suffrages exprimés		31
Majorité requise		16
Pour		31
Contre		0

OBJET : N° 2.3 - TECHNIQUE –

DEVERSEMENT EAUX INDUSTRIELLES DANS RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT –

ARRETE-TYPE ET CONVENTION SPECIALE TYPE DE DEVERSEMENT AVEC LES ETABLISSEMENTS -

L'an deux mille quinze, le six du mois de juillet, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués -énumérés ci-dessous- ayant transféré la compétence assainissement collectif.

Titulaires présents avec voix délibérative :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. CONSTANT Bernard (Balazuc) / FAUGIER Christian(Chandolas) / Mme MOUTERDE Hélène et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / M. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / MM. PASCAL Jean (Faugères) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / CHARRON Claude et ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / AUDIBERT François (Ribes) / PERBOST Serge (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruziers) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon) / GRASSET Guillaume et MANENT Pierre (Vinezac)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. IMMACOLATO Jean-Pierre et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : MM. BACCONNIER Jean-Claude et FALLOT Joseph SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB. / ST SERNIN : M. DURIEU Jean-Marie SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : MM. GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes) / MANENT Pierre (CDC Vinobre)
--	---

Titulaires ayant donné procuration :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes: M. PONTHER Jean-Yves (Labégude) à M. SAUBIN Philippe M. CLADT Bernard (Labégude) à M. PASCAL Jean M. ROURISSOL Denis (St Privat) à M. MERINE Philippe M. CHARRIERE Jacques (Ruoms) à M. DEVANCIARD Gilles	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) à Mme CHASTAGNIER Geneviève SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : M. PONTHER Jean-Yves (CDC Aubenas-Vals) à M. LACROTTE Robert
--	--

Titulaires excusés :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes: MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / BALMELLE Robert (Berrias - Casteljaou) / Mme CHAGOT Patricia (Grosbrières) / MM. ROSE Hermand (Largentièrre) / RISSE Michel (Malbosq) / BELLOT James (Meyras) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / GIBERT Alain (Rocles) / SERRE Michel (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (Saint Andéol de Vals) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / OLIVIER Robert (Sanilhac) /	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC : M. MARRON Jacques
---	--

Titulaires absents :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. VENDEVILLE Patrice (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) / Mme AMET Maryse (Largentièrre) / MM. LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / IMBERT Guy (Rocher) / Mme KONARZEWSKI Jessica et M. ROURE Sébastien (Rosières) / Mme MESSAoudi Simone (Ruoms) / MM. BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / SOUTEYRAND Marc, Mme CHARROUD Annie et M. AVIAS Cyrille-Christophe (Ucel) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : MM. ETIENNE Claude (Chirols) / CONTESSO Franck (Fons) / BARALE Ange (Vallon Pt d'Arc) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC : MM. CHAULET Edouard et UGHETTO René SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : Mme CHAGNOL Dominique et M. LADREY Jean-Pierre SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : Mme CHAGNOL Dominique (CDC Gorges Ardèche)
---	---

Suppléants présents avec voix délibérative :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. MAURICE Fabrice (Grosbrières) / CHEVALIER Philippe (Meyras) / VAN DYCK Gaston (Rocles) / PASCAL Mehdi (St Andéol-De-Vals) / FARGIER Gérard (St Pierre De Colombier)	
--	--

Le Secrétaire de séance est : Mme Lise TAULEIGNE

- 1/2 -

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr

OBJET : N° 2.3 - TECHNIQUE –

**DEVERSEMENT EAUX INDUSTRIELLES DANS RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT –
ARRETE-TYPE ET CONVENTION SPECIALE TYPE DE DEVERSEMENT AVEC LES ETABLISSEMENTS**

Envoyé en préfecture le 31/07/2015

Reçu en préfecture le 31/07/2015

Affiché le

Recevoir
Levraut

ID : 007-250700267-20150706-2015CS070029-DE

Les effluents rejoignant le réseau public de collecte et de traitement des eaux usées peuvent être de trois types : domestiques, assimilés domestiques ou industriels.

En ce qui concerne les effluents industriels, leur déversement est régi par l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique. Celui-ci stipule notamment : « Tout déversement d'eaux usées autre que domestique dans le réseau de collecte doit être préalablement autorisée le [...] président de l'établissement public [...] L'autorisation fixe notamment sa durée, les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées pour être déversées et les conditions de surveillance du déversement [...] L'autorisation peut être subordonnée à la participation de l'auteur du déversement aux dépenses d'investissement entraînées par la réception de ces eaux. Cette participation s'ajoute, le cas échéant, aux redevances mentionnées à l'article L.2224-12-2 du CGCT et aux sommes pouvant être dues par les intéressés au titre des articles L.1331-2, L.1331-3, L.1331-6, L.1331-7 et L. 1331-8 du présent code. »

L'article L.2224-12-2 du CGCT concerne les redevances d'eau et d'assainissement, le L.1331-2 la PFB (participation aux frais de branchement), le L.1331-3 le remboursement des travaux s'ils se sont tenus sous une voie privée, le L.1331-6 les travaux d'office, le L.1331-7 la PFAC et le L. 1331-8 la majoration de 100% en cas de non-respect des obligations.

La situation connue à ce jour sur le territoire du SEBA est la suivante :

- 3 établissements sont raccordés et disposent d'une convention qui mérite réactualisation pour les plus anciennes (conventions datant de 1997 pour SOVISAL à Saint-Privat, de 2011 pour les Salaisons Debros à Largentière et de 2011 pour BSN à Labégude et de) ;
- 9 établissements sont raccordés mais sans convention : une conserverie de fruits à Lachapelle-sous-Aubenas, Omega-Pharma à Largentière, l'unité vinicole UVICA et la blanchisserie les Chênes verts à Ruoms, les hôpitaux de Largentière, Rocher et Vals ainsi que les établissements thermaux de Meyras-Neyrac et Vals ;
- 3 demandes ont été formulées par la laiterie Carrier à Vals, la cave coopérative de Saint-André-de-Cruzières et celle de Ruoms.

A l'exception de l'hôpital de Rocher, les raccordés n'ont pas participé aux dépenses d'investissement. Aucun tarif spécifique aux industriels n'a été déterminé pour la PFB ou la PFAC. Pour la redevance assainissement, un tarif spécifique a par contre été mis en place.

Il est nécessaire d'avancer sur cette question pour préserver les systèmes d'assainissement et d'assurer une égalité de traitement des industriels raccordés ou souhaitant le devenir. Pour les industriels, il s'agit de disposer d'une garantie pour le traitement de leurs effluents.

Deux documents sont à établir :

- Un arrêté syndical autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement X ; cette autorisation est obligatoire pour tout déversement ; ses objectifs sont de préserver le système d'assainissement, protéger le personnel et le milieu naturel et sécuriser les filières boues et sous-produits. La proposition d'arrêté type du président a été présentée en séance ;
- Une convention spéciale de déversement qui, elle, n'est pas obligatoire mais précise les modalités de mise en œuvre des dispositions de l'autorisation et renforce la relation de confiance qui doit exister entre les partenaires. Une convention type a été également présentée en séance.

En ce qui concerne l'aspect financier de cette autorisation de déversement, il est proposé de mettre en place un coefficient de correction de la redevance pour prendre en compte le degré de pollution, et la nature du déversement propres à chaque établissement industriel ; ce coefficient est traditionnellement appelé coefficient de pollution. Ce coefficient est la somme d'un terme fixe correspondant aux charges fixes d'exploitation (unique sur l'ensemble du périmètre syndical) et un terme variable basé sur la comparaison entre un effluent domestique et celui propre à chaque industriel.

Le Bureau Syndical a déjà validé ces différents éléments. Cependant, étant donné l'incidence sur les tarifs auprès des non-domestiques, il est nécessaire que le Comité Syndical confirme ces différentes propositions, à savoir adopter :

- Un arrêté-type autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques ;
- Une convention-type spéciale de déversement des eaux usées autres que domestiques ;
- La mise en place d'un coefficient de pollution ;
- L'intégration de ces dispositions dans le règlement du service d'assainissement collectif.

Ces propositions ont été présentées à la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 30 juin 2015 et ont fait l'objet d'un avis favorable, tel qu'**annexé** à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL

- 2/2 - Comité Syndical SEBA du 6 juillet 2015

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr

**EXTRAIT DU REGISTRE DES AVIS DE LA
COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS
LOCAUX
DU 30 JUIN 2015
SUR LE DEVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES DANS LE
RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT – ARRÊTE-TYPE ET
CONVENTION SPECIALE TYPE DE DEVERSEMENT
AVEC LES ETABLISSEMENTS**

L'an deux mille quinze, le trente du mois de juin à quatorze heures trente minutes, la Commission Consultative des Services Publics Locaux du S.E.B.A., dûment convoquée par le Président du Syndicat, s'est réunie au Siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE sous la présidence de Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Présents :

Président du Syndicat :	- M. Jean PASCAL
Association des Consommateurs de la Fontaulière :	- M. Jacques COLOM Y CANALS
UFC QUE CHOISIR :	- M. Jean-François TODESCHINI-DEIBER
SAUR :	- M. Sébastien RAYNAUD

Excusés :

Délégués du Comité Syndical :	- Mme Lise TAULEIGNE,
	- M. Michel RISSE

Absents :

Délégués du Comité Syndical :	- M. Angelin RAMANMALI
	- Mme Annie CHARROUD
ASSECO CFTD :	- M. Guy CLEMENT
UDAF :	- M. Benoît MONTICCILOLO

Le Président fait part à la Commission de la nécessité de se prononcer le déversement des eaux industrielles dans le réseau public d'assainissement et sur un arrêté-type et une convention spéciale type de déversement avec les établissements.

En effet, le déversement des effluents industriels est régi par l'article L 1331-10 du Code de la Santé Publique. Celui-ci stipule notamment : « Tout déversement d'eaux usées autre que domestique dans le réseau de collecte doit être préalablement autorisée le [...] président de l'établissement public [...] L'autorisation fixe notamment sa durée, les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées pour être déversées et les conditions de surveillance du déversement [...] L'autorisation peut être subordonnée à la participation de l'auteur du déversement aux dépenses d'investissement entraînées par la réception de ces eaux. Cette participation s'ajoute, le cas échéant, aux redevances mentionnées à l'article L.2224-12-2 du CGCT et aux sommes pouvant être dues par les intéressés au titre des articles L.1331-2, L.1331-3, L.1331-6, L.1331-7 et L. 1331-8 du présent code. »

L'article L.2224-12-2 du CGCT concerne les redevances d'eau et d'assainissement, le L.1331-2 la PFB (participation aux frais de branchement), le L.1331-3 le remboursement des travaux s'ils se sont tenues sous une voie privée, le L.1331-6 les travaux d'office, le L.1331-7 la PFAC et le L. 1331-8 la majoration de 100% en cas de non-respect des obligations.

La situation connue à ce jour sur le territoire du SEBA est la suivante :

- 3 établissements sont raccordés et disposent d'une convention qui mérite réactualisation pour les plus anciennes (conventions datant de 1997 pour SOVISAL à Saint-Privat, de 2011 pour les Salaisons Debroas à Largentière et de 2011 pour BSN à Labégude et de) ;
- 9 établissements sont raccordés mais sans convention : une conserverie de fruits à Lachapelle-sous-Aubenas, Omega-Pharma à Largentière, l'unité vinicole UVICA et la blanchisserie les Chênes verts à Ruoms, les hôpitaux de Largentière, Rocher et Vals ainsi que les établissements thermaux de Meyras-Neyrac et Vals ;
- 3 demandes ont été formulées par la laiterie Carrier à Vals, la cave coopérative de Saint-André-de-Cruzières et celle de Ruoms.

A l'exception de l'hôpital de Rocher, les raccordés n'ont pas participé aux dépenses d'investissement. Aucun tarif spécifique aux industriels n'a été déterminé pour la PFB ou la PFAC. Pour la redevance assainissement, un tarif spécifique a par contre été mis en place.

Il est nécessaire d'avancer sur cette question pour préserver les systèmes d'assainissement et d'assurer une égalité de traitement des industriels raccordés ou souhaitant le devenir. Pour les industriels, il s'agit de disposer d'une garantie pour le traitement de leurs effluents.

Deux documents sont à établir :

- Un arrêté syndical autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement X ; cette autorisation est obligatoire pour tout déversement ; ses objectifs sont de préserver le système d'assainissement, protéger le personnel et le milieu naturel et sécuriser les filières boues et sous-produits. La proposition d'arrêté type du président a été présentée en séance ;
- Une convention spéciale de déversement qui, elle, n'est pas obligatoire mais précise les modalités de mise en œuvre des dispositions de l'autorisation et renforce la relation de confiance qui doit exister entre les partenaires. Une convention type a été également présentée en séance.

En ce qui concerne l'aspect financier de cette autorisation de déversement, il est proposé de mettre en place un coefficient de correction de la redevance pour prendre en compte le degré de pollution, et la nature du déversement propres à chaque établissement industriel ; ce coefficient est traditionnellement appelé coefficient de pollution. Ce coefficient est la somme d'un terme fixe correspondant aux charges fixes d'exploitation (unique sur l'ensemble du périmètre syndical) et un terme variable basé sur la comparaison entre un effluent domestique et celui propre à chaque industriel.

Le Bureau Syndical a déjà validé ces différents éléments. Cependant, étant donné l'incidence sur les tarifs auprès des non-domestiques, il est nécessaire que le Comité Syndical confirme ces différentes propositions, à savoir adopter :

- Un arrêté-type autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques ;
- Une convention-type spéciale de déversement des eaux usées autres que domestiques ;
- La mise en place d'un coefficient de pollution ;
- L'intégration de ces dispositions dans le règlement du service d'assainissement collectif.

A l'unanimité des membres présents, la Commission émet un avis favorable sur ces propositions dont les modalités seront intégrées au sein du règlement de service assainissement collectif.

Après avoir recueilli cet avis, le Président rappelle :

- que cet avis sera communiqué au Comité Syndical lors de sa séance du 6 juillet 2015 ;
- que cet avis sera joint à la délibération dudit Comité Syndical.

Pour extrait certifié conforme,
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL